

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 14 mars 2022

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	17	8

N° de la séance : 05

Objet de la délibération : Assainissement - Gourdon - Maîtrise d'ouvrage déléguée relative au projet d'extension des réseaux d'assainissement, eau potable et eaux pluviales - Chemin du paradis et ancienne voie du chemin de fer (suite) - Convention subséquente

- Original
 - Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2022.020

Date de la convocation :
Le 08/03/2022

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **22 MARS 2022**

de la réception s/Préfecture
en date du **23 MARS 2022**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

L'an deux mil vingt-deux et le 14 mars à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Gérald LOMBARDO, Jean-Pierre CAMILLA, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Michel ROSSI, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, François WYSZKOWSKI, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES, Alexis ARGENTI

Monsieur CESARO,

La Commune de GOURDON souhaite réaliser un projet de reprofilage de la voirie ancienne voie du chemin de fer et du chemin Paradis. Ce projet impacte les compétences transférées à la C.A.S.A, en ce qu'il comporte la réalisation des travaux d'extension et de création des branchements du réseau d'assainissement des eaux usées et des travaux de renforcement du réseau d'eau potable qui relèvent de la compétence de la C.A.S.A.

Vu la délibération n° CC.2020.006 du Conseil Communautaire en date du 17 juillet 2020 qui délègue au Bureau Communautaire l'approbation de conventions subséquentes de maîtrise d'ouvrage déléguée.

Aussi, afin de ne pas interférer sur la programmation ou la finalisation de ces travaux et d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A et la Commune s'accordent sur le principe de déléguer par mandat à la Commune, la Maîtrise d'Ouvrage de l'opération.

Pour l'exécution de l'opération faisant l'objet de la convention, la Commune fera appel à un marché de travaux conformément au Code de la Commande Publique pour la réalisation de travaux généraux sur voirie, d'extension et de création des branchements du réseau d'assainissement des eaux usées et de renforcement du réseau d'eau potable.

La C.A.S.A assurera le financement des travaux qui feront l'objet d'une instruction du dossier par ses services. Cette instruction visera à définir la part des compétences, le respect des objectifs poursuivis et le montant de sa participation financière de la C.A.S.A.

Le montant estimé de l'opération et la répartition selon les domaines de compétences intervenants sur le projet, Commune de GOURDON pour la voirie et la CASA pour les réseaux d'assainissement des eaux usées et d'eau potable, est défini comme suit :

- Coût prévisionnel de la maîtrise d'œuvre à répartir au prorata du montant des travaux selon les 3 domaines de compétences intervenants sur le projet, Commune de GOURDON pour la voirie, CASA assainissement pour le réseau d'assainissement des eaux usées et CASA Eau potable pour le réseau d'eau potable estimé à : 24 706,00 € TTC
- Coût prévisionnel des travaux de voirie, pris en charge par la commune de GOURDON estimé à : 220 518,00 € TTC
- Coût prévisionnel des travaux du réseaux d'assainissement des eaux usées, pris en charge par la CASA estimé à : 244 202,00 € TTC
- Coût prévisionnel des travaux du réseau d'eau potable, pris en charge par la CASA estimé à : 152 930,80 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver la convention subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la C.A.S.A et la commune de Gourdon relative aux travaux de reprofilage de la voirie ancienne voie du chemin de fer et du chemin Paradis ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout acte afférent à l'exécution de celle-ci.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la C.A.S.A et la commune de Gourdon relative aux travaux de reprofilage de la voirie ancienne voie du chemin de fer et du chemin Paradis ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout acte afférent à l'exécution de celle-ci.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 14 mars 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



**Convention subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée relative aux travaux
de Reprofilage Commune de GOURDON**

Entre :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par Joseph CESARO conformément à la délibération du Bureau Communautaire n° du 14 mars 2022

Dénommée ci-après « **la C.A.S.A.** »,

D'une part,

Et :

La Commune de GOURDON représentée par son Maire, autorisé à signer la convention en vertu d'une délibération du Conseil municipal N°475 du 25 septembre 2021,

Dénommée ci-après « **la Commune** »,

D'autre part.

PREAMBULE

La Commune de GOURDON souhaite réaliser un projet de reprofilage de la voirie ancienne voie du chemin de fer et du chemin paradis. Ces travaux intègrent des travaux d'extension et de création des branchements du réseau d'assainissement des eaux usées et des travaux de renforcement du réseau d'eau potable.

Ce projet sera piloté par la Commune de Gourdon, Maître d'ouvrage de cette opération.

Certains travaux programmés par la Commune impactent les compétences récemment transférées à la C.A.S.A, en ce qu'ils comportent la réalisation de réseaux d'adduction d'eaux usées qui peuvent relever de la compétence de la C.A.S.A. Afin de ne pas interférer sur la programmation de ces travaux, ou leur finalisation et d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A et la Commune s'accordent sur le principe de mandater la Commune, pour la maîtrise d'ouvrage de l'opération.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet

La Commune de GOURDON souhaite réaliser un projet de reprofilage de la voirie ancienne voie du chemin de fer et du chemin paradis.

Le projet de la Commune impacte les compétences transférées à la C.A.S.A, en ce qu'il comporte la réalisation des travaux d'extension et de création des branchements du réseau d'assainissement des eaux usées et des travaux de renforcement du réseau d'eau potable qui relèvent de la compétence de la C.A.S.A. Afin de ne pas interférer sur la programmation ou la finalisation de ces travaux et d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A et la Commune s'accordent sur le principe de déléguer par mandat à la Commune, la Maîtrise d'Ouvrage de l'opération.

Article 2 : Compétences confiées au maître d'ouvrage

La Commune se voit mandater, par la présente, la maîtrise d'ouvrage au sens du Code de la Commande Publique pour tout ou partie des attributions ci-dessous :

- 1° La définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté;
- 2° La préparation, la passation, la signature, après approbation du choix de l'attributaire, du marché public de maîtrise d'œuvre ainsi que le suivi de son exécution ;
- 3° L'approbation des études d'avant-projet et des études de projet du maître d'œuvre ;
- 4° La préparation, la passation, la signature, après approbation du choix des attributaires, des marchés publics relatifs à l'opération (travaux, études, diagnostics préalables, CSPS, etc.), ainsi que le suivi de leur exécution ;
- 5° Le versement de la rémunération du maître d'œuvre et le paiement des marchés publics relatifs à l'opération;
- 6° La réception de l'ouvrage et la transmission à la C.A.S.A. des plans de récolement (format RGF93 CC44) et des rapports relatifs aux essais de réception du réseau d'assainissement des eaux usées et du réseau d'eau potable, conformément aux normes et à la réglementation.

Après réception des travaux, les ouvrages financés par la C.A.S.A et identifiés par la présente convention seront intégrés au patrimoine de la C.A.S.A qui en assurera la gestion.

Article 3 : Modalités de participation financière de la C.A.S.A

Pour l'exécution de l'opération faisant l'objet de la présente convention, la Commune fera appel à un marché de travaux conformément au Code de la commande publique pour la réalisation de travaux généraux sur voirie, d'extension et de création des branchements du réseau d'assainissement des eaux usées et de renforcement du réseau d'eau potable.

La C.A.S.A assurera le financement des travaux qui feront l'objet d'une instruction du dossier par ses services. Cette instruction visera à définir la part des compétences de la C.A.S.A dans le projet décrit en article 1 ci-avant, le respect des objectifs poursuivis par la C.A.S.A, et le montant de sa participation financière.

La Commune transmettra à la C.A.S.A un dossier comprenant tous les éléments techniques et financiers prévisionnels de l'opération envisagée. La C.A.S.A., règlera aux attributaires des marchés à hauteur les sommes dues, après validation du service fait par la Commune ou selon les modalités définies dans le marché correspondant.

Le montant estimé de l'opération et la répartition selon les domaines de compétences intervenants sur le projet, Commune de GOURDON pour la voirie, C.A.S.A. assainissement pour le réseau d'assainissement des eaux usées et C.A.S.A. Eau potable pour le réseau d'eau potable, est défini comme suit :

- **Coût prévisionnel de la maîtrise d'œuvre à répartir au prorata du montant des travaux selon les 3 domaines de compétences intervenants sur le projet**, Commune de GOURDON pour la voirie, C.A.S.A. assainissement pour le réseau d'assainissement des eaux usées et C.A.S.A. Eau potable pour le réseau d'eau potable estimé à : 24 706,00 € TTC
- **Coût prévisionnel des travaux de voirie, pris en charge par la commune de GOURDON estimé à** : 220 518,00 € TTC
- **Coût prévisionnel des travaux du réseaux d'assainissement des eaux usées, pris en charge par la C.A.S.A. budget assainissement, estimé à** : 244 202,00 € TTC
- **Coût prévisionnel des travaux du réseaux d'eau potable, pris en charge par la C.A.S.A. budget AEP, estimé à** : 152 930,80€ TTC

Il est à préciser que le montant qui sera pris en compte pour les paiements sera celui des marchés attribués et notifiés pour chacun des intervenants sur ce projet : maîtrise d'œuvre, travaux, études, diagnostics, etc.

Le montant pourra être ajusté en fonction du décompte général définitif des prestations dans la limite d'une variation de 10 % du coût total des opérations (sans que soit requis un avenant à la présente convention). Au-delà d'une variation de 10% un avenant sera établi.

Lorsque le projet technique retenu par la Commune répond à des objectifs complémentaires sortant des compétences transférées, et qu'il entraîne des travaux plus coûteux (aménagement urbain ou élargissement de voirie par exemple), la C.A.S.A participera financièrement à hauteur de la solution de base.

La commune transmettra à la C.A.S.A. les documents financiers accompagnés des attestations de service faits permettant la validation et le paiement des factures relatives à l'opération selon les compétences déléguées au titre de cette convention.

Les recettes afférentes à cette opération seront affectées à la C.A.S.A au prorata de ses dépenses.
La Commune assure sans contrepartie financière la mission qui lui est confiée.

Article 4 : Obligations de la Commune

Dès que la présente convention aura un caractère exécutoire, la Commune pourra mettre en œuvre les obligations qui sont les siennes dans le cadre de la présente.

Il appartient à la Commune de transmettre tous les documents liés à la passation des marchés et à leurs exécutions à la C.A.S.A. Les documents transmis par les prestataires, programme, étude de conception..., devront faire apparaître le logo ainsi que le nom de l'ensemble des parties à la présente.

Les panneaux d'information placés sur le ou les chantiers devront comporter les logos et le nom de l'ensemble des parties.

La Commune assume pour l'ensemble de cette opération la totalité des obligations découlant du Code de la commande publique dans sa version en vigueur au jour de la signature de la présente.

Article 5 : Modalités de contrôle des parties

La Commune s'engage à associer la C.A.S.A aux décisions principales de la Maîtrise d'Ouvrage et à ce titre :

- Convier à un jury au moins un représentant de la C.A.S.A ;
- Inviter au titre des personnalités qui peuvent être présentes à une commission d'appel d'offres au moins un représentant de la C.A.S.A ainsi qu'un représentant des autres intervenants à l'opération ;
- Informer la C.A.S.A de manière complète et totale sur le déroulement des éléments de mission aux différentes phases de l'opération.

Article 6 : Responsabilités & Assurance

La souscription des assurances construction, et notamment « Tous Risques Chantier », « Dommage Ouvrage » et « Responsabilité Civile » incombe à la Commune au titre de mandataire de la maîtrise d'ouvrage.

Une attestation d'assurance relative à l'opération de construction pour les garanties susvisées est remise au Maître d'Ouvrage C.A.S.A avant le commencement des travaux.

Article 7 : Personnes habilitées à engager la commune

Pour l'exécution des missions confiées à la Commune, Monsieur le Maire sera habilité à engager la responsabilité de la Commune pour l'exécution de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue à l'article L.211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux, portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, devra être porté devant la juridiction compétence.

Fait en deux exemplaires à Sophia Antipolis, le

Pour la C.A.S.A
Le Vice-Président délégué à l'eau et à
l'assainissement

Joseph CESARO

Pour la Commune de GOURDON
Le Maire

Eric MELE

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

Gourdon - Maîtrise d'ouvrage d'élaboration relative au projet d'extension des réseaux d'assainissement, eau potable et eaux pluviales - Chemin du paradis et ancienne voie du chemin de fer (suite) - Convention subséquente

Date de transmission de l'acte : 23/03/2022

Date de réception de l'accusé de réception : 23/03/2022

Numéro de l'acte : BC_2022_020 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte : 006-240600585-20220314-BC_2022_020-DE

Date de décision : 14/03/2022

Acte transmis par : Corinne PAVAN-SANTAINÉ

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 8. Domaines de compétences par thèmes
8.4. Aménagement du territoire